

# SOMMAIRE

<b>DOSSIER SPECIAL</b>	<b>5</b>
EDITORIAL	5
LE DROIT EUROPÉEN DES SOCIÉTÉS	7
<b>POINT SUR...</b>	<b>19</b>
UNE PROPOSITION DE DIRECTIVE VISANT L'HARMONISATION ET LE RENFORCEMENT DES DROITS DES CONSOMMATEURS EUROPÉENS	20
UN NOUVEAU RÈGLEMENT DESTINÉ À FACILITER LE RECOUVREMENT DES OBLIGATIONS ALIMENTAIRES AU SEIN DE L'UNION	23
L'INFLUENCE DU DROIT EUROPÉEN DES CONTRATS SUR LA RÉFORME ACTUELLE DU DROIT DES CONTRATS EN FRANCE	27
<b>L'ACTUALITE DU DROIT COMMUNAUTAIRE</b>	<b>33</b>
<b>BIBLIOTHEQUE</b>	<b>93</b>
<b>INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>99</b>
NOS FORMATIONS	100
NOS PARTENAIRES	101
ABONNEMENT	103

## LE DROIT EUROPÉEN DES SOCIÉTÉS

### SBA – Un Small Business Act pour l'Europe

I Mechthild Wörnsdörfer\* I  
Chef d'Unité, DG Entreprises et industrie,  
Unité Développement de la Politique des PME,  
Commission européenne

8

### La Société Privée européenne

I Lehne Klaus Heiner I  
Député européen, Parlement européen

12

### L'implication des salariés dans les sociétés en droit communautaire

I Joël Grangé I  
Avocat au Barreau de Paris

15

\* Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne peuvent pas être considérées comme une prise de position de la Commission européenne.

## **Une proposition de directive visant l'harmonisation et le renforcement des droits des consommateurs européens**

I Meglena Kuneva\* I

Commissaire en charge de la Protection des consommateurs,  
Commission européenne

**20**

## **Un nouveau règlement destiné à faciliter le recouvrement des obligations alimentaires au sein de l'Union**

I Marie Salord\*\* I

Conseiller Justice, Représentation permanente de la France  
auprès de l'Union européenne

**23**

## **L'influence du droit européen des contrats sur la réforme actuelle du droit des contrats en France**

I Marc Frilet\*\* I

Avocat au Barreau de Paris, Expert français auprès du comité  
« droit européen des contrats » du CCBE

I Florent Lager\*\* I

Doctorant, Chargé d'enseignement Université Paris 1

**27**

\* Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne peuvent pas être considérées comme une prise de position de la Commission européenne.

\*\* Les observations contenues dans cet article appartiennent à leurs auteurs et n'engagent pas d'autres organismes ou personnes.

<b>COMMERCE</b>	<b>36</b>
Conditions d'engagement de la responsabilité extracontractuelle, OMC, affaire de la « banane », Arrêt de la Cour	36
<b>CONCURRENCE</b>	<b>37</b>
Concentrations non horizontales, appréciation, Lignes directrices	37
Concentrations, mesures correctives, recevabilité, Communication	37
Entreprises dominantes, pratiques d'exclusion abusives, appréciation, Communication	38
Aides d'Etat, crise financière, institutions financières, Communications	38
Ententes, exemption par catégorie, contrat d'approvisionnement exclusif en produits pétroliers, Arrêt de la Cour	39
Abus de position dominante, produits pharmaceutiques, refus de vente, Arrêt de la Cour	40
Aides d'Etat, récupération d'aides illégales, impossibilité absolue d'exécution, Arrêt de la Cour	42
Décision de non-compatibilité d'une concentration, responsabilité non-contractuelle de la Communauté européenne, Arrêt du Tribunal	43
Aides d'état, financement d'un radiodiffuseur public, motivation insuffisante de la Commission, Arrêt du Tribunal	43
Cartel, calcul des amendes, Arrêts du Tribunal	44
<b>CONSOMMATION</b>	<b>45</b>
Recours collectifs, protection des consommateurs, Livre vert	45
<b>DROIT COMMUNAUTAIRE GENERAL</b>	<b>46</b>
Décision, invocabilité, Arrêt de la Cour	46
Egalité de traitement, pension de retraite en faveur du conjoint survivant, Arrêt de la Cour,	47
<b>ENTREPRISES</b>	<b>48</b>
Transactions commerciales, créances incontestées, procédure de recouvrement, Arrêt de la Cour	48
<b>ENVIRONNEMENT / ENERGIE</b>	<b>49</b>
Déchets, Directive	49
Biodéchets, gestion au sein de l'Union européenne, Livre vert	49
Incinération, conincinération, notions, Arrêt de la Cour	49
<b>FISCALITE / DOUANES</b>	<b>51</b>
Epargne, lutte contre l'évasion fiscale, Proposition de directive	51
Organismes publics, activités d'autorité publique, exonération de la TVA, conditions, Arrêt de la Cour	51
Services fournis aux clubs sportifs, exonération de la TVA, conditions, Arrêt de la Cour	52

<b>JUSTICE, LIBERTE ET SECURITE</b>	<b>54</b>
Coopération policière et judiciaire en matière pénale, Décisions-cadres	54
Mandat d'arrêt européen, principe de spécialité, portée, Arrêt de la Cour	55
Mandat d'arrêt européen, convention nationale antérieure, Arrêt de la Cour	56
Procédure pénale, statut des victimes, Arrêt de la Cour	57
Litiges sur la validité des décisions des organes des sociétés, Compétence judiciaire, Arrêt de la Cour	58
Lutte contre le terrorisme, décision de gel des fonds, décision d'une autorité nationale, effets, Arrêts du Tribunal	58
<b>LIBERTE D'ETABLISSEMENT</b>	<b>60</b>
Régime français de l'intégration fiscale, Groupe, Société intermédiaire non résidente, Arrêt de la Cour	60
Partis sociaux détenues à l'étranger, évaluation, restriction, Arrêt de la Cour	61
<b>LIBRE CIRCULATION DES CAPITAUX</b>	<b>63</b>
Droits de succession, dettes liées à un excédent d'attribution, restriction, Arrêt de la Cour	63
Droits de mutation, charges hypothécaires afférentes à un immeuble, restriction, Arrêt de la Cour	65
<b>LIBRE CIRCULATION DES MARCHANDISES</b>	<b>66</b>
MEERO, approvisionnement hospitalier en médicaments, protection de la santé publique, Arrêt de la Cour	66
<b>LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES</b>	<b>67</b>
Reconnaissance du nom patronymique, Arrêt de la Cour	67
Reconnaissance des diplômes, Arrêt de la Cour	68
Formation spécifique de médecin généraliste, Arrêt de la Cour	69
Capitaines et officiers de navires, exigence de nationalité, Arrêt de la Cour	70
Impôt sur le revenu, détermination de la base imposable, Etats membres d'emploi et de résidence différents, Arrêt de la Cour	71
Reconnaissance des diplômes, établissement d'enseignement, Arrêt de la Cour	72
Etudiant, Bourse, condition de résidence, Arrêt de la Cour	72
<b>LIBRE PRESTATION DE SERVICES</b>	<b>74</b>
Prime d'investissement, leasing de véhicules, Arrêt de la Cour	74

<b>MARCHE INTERIEUR</b>	<b>75</b>
Vers des clusters de classe mondiale dans l'Union européenne, Communication	75
Marché intérieur de l'électricité, Accès des tiers aux réseaux de transport et distribution, Arrêt de la Cour	76
<b>PROPRIETE INTELLECTUELLE</b>	<b>77</b>
Bases de données, protection juridique, notion d' « extraction », Arrêt de la Cour	77
Protection contre l'usage d'une marque identique ou similaire postérieure, Arrêt de la Cour,	78
Marque communautaire figurative, motif absolu de refus d'enregistrement, Arrêt du Tribunal	79
Marque communautaire verbale, motif relatif de refus, Arrêt du Tribunal	81
Marque communautaire tridimensionnelle, motif absolu de refus d'enregistrement, Arrêt du Tribunal	82
<b>REGIONS</b>	<b>83</b>
Régions ultrapériphériques, stratégie renouvelée, Communication	83
Cohésion territoriale, Livre vert	84
<b>SOCIAL</b>	<b>85</b>
Travail intérimaire, Directive	85
Mieux concilier vie privée et vie professionnelle, Communication et propositions de directives	85
Politique sociale, insolvabilité de l'employeur, Arrêt de la Cour	86
Notions de prestation de chômage et d'invalidité, exportabilité, Arrêt de la Cour	87
<b>SOCIETE DE L'INFORMATION</b>	<b>88</b>
Paquet Telecom, modifications, Propositions	88
Services d'itinérance sur les réseaux mobiles, Proposition de règlement	88
Numéro d'appel d'urgence européen, directive « service universel », Arrêt de la cour	89
<b>TRANSPORTS</b>	<b>90</b>
Droits des passagers, transports par autobus et autocar, transports par mer, Propositions de règlements	90
Activités mobiles de transport routier, aménagement du temps de travail, Proposition de directive	90